

LA PAROLE EST AUX « INDIGÈNES »

[Emmanuelle Saada](#)

Belin | « Genèses »

2007/4 n° 69 | pages 2 à 3

ISSN 1155-3219

ISBN 2701146133

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-geneses-2007-4-page-2.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Belin.

© Belin. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

La parole est aux « indigènes »

Depuis quelques années, en France, la « question coloniale » occupe une place centrale dans l'espace scientifique et politique. De nombreuses publications récentes, qui ont su trouver un large public, ont alimenté le débat en se présentant comme ouvrant un champ jusqu'alors inexploré. Elles ont pour point commun et comme originalité d'insister sur l'importance de l'histoire coloniale de la France pour comprendre les dynamiques métropolitaines, passées et présentes. La plupart de ces travaux, placés sous l'étendard de l'histoire des discours ou des représentations, présentent avant tout une dénonciation de la colonisation, évidemment justifiée, mais qui est loin d'épuiser toutes les questions soulevées par la trajectoire impériale de la France, pour l'histoire de la métropole comme des régions colonisées.

Se contentant le plus souvent d'inverser la perspective hagiographique de l'histoire coloniale dite « traditionnelle », ces analyses restent à bien des égards « franco-françaises ». En effet, l'histoire coloniale jusque dans les années 1950 s'était écrite sans s'interroger sur « la vision des vaincus » : elle restait centrée sur les réalisations de la France d'outre-mer et surtout intéressée à décrire les phénomènes de conquête, de « mise en valeur » des territoires sous domination ou encore l'organisation administrative des colonies. La dénonciation contemporaine des expériences coloniales françaises se focalise elle aussi sur la métropole. Interrogeant des sources disponibles en France, et s'appuyant principalement sur une archive générée par l'État colonial français, elle ne se demande jamais comment les populations soumises à la domination coloniale l'ont comprise et y ont réagi, et comment ces réactions ont infléchi les projets coloniaux et les propres trajectoires culturelles, sociales et politiques des mondes « indigènes ». Ignorant une historiographie pourtant fort abondante depuis les années 1970, portant sur les empires ibérique, espagnol ou britannique, qui a mis en œuvre les outils de l'anthropologie pour tenter de saisir les historicités « indigènes » du moment colonial, ces travaux restent largement européen-centrés. Finalement, ils condamnent les « indigènes » à la passivité, comme l'avait fait la vieille histoire coloniale :

en leur donnant pour seul rôle celui de victime, ils les éliminent du champ d'analyse. Prétendant introduire en France les études postcoloniales, ils oublient les très importants débats méthodologiques et historiographiques que celles-ci ont initiés, notamment sur les conditions de possibilité d'une histoire des vaincus de l'impérialisme européen, et que le collectif des *Subaltern Studies* a très utilement explorées.

Ce dossier de *Genèses* propose d'aller à contre-courant de cette historiographie récente en montrant que la prise en compte de la capacité des populations « indigènes » à agir sur leur environnement – leur *agency* – conduit à faire une tout autre histoire de la colonisation et tout particulièrement du pouvoir colonial. En effet, s'intéresser à la façon dont les vaincus ont « réagi », par des pratiques de résistance mais aussi de subversion, de contournement mais aussi d'investissement des normes imposées par la puissance souveraine, permet de comprendre comment les « indigènes » ont participé à l'histoire coloniale et donc fait *des histoires coloniales*. Jean-Hervé Jézéquel montre que les critiques formulées par les instituteurs formés à l'école William Ponty à l'égard de la politique racialisante dont ils sont victimes ont obligé l'administration locale à réviser sa « grammaire de la domination » ; Laurence Monnais s'intéresse à la manière dont les Vietnamiens manipulent l'offre de médicaments « occidentaux » en fonction d'un espace thérapeutique qui préexiste à la conquête ; Raberh Achi analyse la position paradoxale des oulémas d'Algérie qui réclament une stricte application des principes de la laïcité, dans la critique d'un islam officiel, entièrement contrôlé par l'administration française. Enfin, plongeant dans une situation coloniale toute autre, celle de l'Australie du XX^e siècle, Bastien Bosa décrit toutes les formes de mobilisation, individuelles et collectives, générées par la mise en œuvre d'un nouvel ordre racial, reposant sur la ségrégation.

Dans tous ces articles, la prise en compte des manières indigènes de contrer les formes de la domination coloniale amène à faire surgir les lignes de fracture à l'intérieur d'un pouvoir colonial dont l'historiographie récente surestime l'unité et la solidité ; corrélativement, l'attention aux pratiques indigènes permet aussi de sortir de la logique dénonciatrice qui envisage l'ensemble de la période coloniale sous le signe de la guerre et réinvestit à sa manière la thèse du « choc des civilisations », pour prendre en compte les multiples degrés de complexité des situations coloniales : en effet, à travers de multiples interactions avec les agents de la colonisation, les colonisés ont profondément contraint les modes de gouvernement colonial. Donner la parole aux « indigènes », c'est donc moins faire sortir l'histoire coloniale d'elle-même qu'en enrichir le questionnaire en prenant en compte des logiques sociales, culturelles et politiques qui dépassent largement les seules dynamiques initiées par les puissances européennes.

Emmanuelle Saada